

## Déclaration intersyndicale au CSA exceptionnel sur le Pacte enseignant

Les organisations syndicales FSU, UNSA éducation, FNEC FP FO, Sgen-CFDT Picardie et SNALC dénoncent les annonces du président Macron et du ministre Ndiaye concernant le « Pacte » :

- Le « socle avec le doublement de ISOE/ISAE, est une revalorisation insuffisante au regard de la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis plusieurs décennies. Les mesures à moyen et long termes sur l'accélération du déroulement de carrière étaient indispensables. Pour une majorité de professeurs, CPE et PsyEN, les mesures à court terme ne vont même pas permettre de compenser l'inflation sur un an. Par ailleurs, les projets concernant les AED et AESH sont très largement insuffisants et continueraient de les maintenir dans une précarité inacceptable ;
- Le « pacte enseignant » va considérablement dégrader le fonctionnement des écoles et des EPLE et fragiliser les collectifs de travail par une mise en concurrence des personnels. Nos organisations contestent le choix du déploiement des réformes à coup de pactes au risque de traitements inéquitables des élèves dans le service public d'éducation. Cette stratégie est démultipliée pour la voie professionnelle. Nos organisations refusent le Pacte et réclament dans l'immédiat le basculement de l'enveloppe du Pacte dans celle prévue pour le Socle.
- Le ministère a confirmé que le pacte dans les LP se composera d'un empilement non sécable de briques : un personnel qui s'y engagerait acceptera donc d'effectuer 6 missions sur les 8 éligibles en lycée pro. Les missions, pour l'essentiel orientées vers le déploiement de la réforme, confèrent au pacte LP le rôle spécifique d'être le bras armé de cette dernière. En faisant le choix d'un pacte « tout ou rien », le ministère tombe le masque. Il crée aussi insidieusement des hiérarchies intermédiaires entre les pilotes – les équipes de direction qui appliqueront la réforme – et les personnels. Imposé sans aucune concertation, le pacte LP est beaucoup plus brutal, dogmatique et dangereux. Aucunement pensé dans l'intérêt des élèves, les missions, même celles aux titres attractifs, présentent des dangers graves et imminents pour l'avenir de nos lycées pros, de nos filières, de nos métiers et celui de nos élèves.
- Le pacte menace d'autant plus de détruire les statuts des personnels qu'il s'inscrit dans le projet gouvernemental d'avancer vers la polyvalence de la maternelle au lycée. C'est une polyvalence toujours plus grande et toujours plus éloignée du métier d'enseignant qui est recherchée pour optimiser au maximum le temps de travail dans une logique purement comptable.

Les organisations syndicales FSU, UNSA éducation, FNEC FP FO, Sgen-CFDT Picardie et SNALC exigent une véritable revalorisation des salaires au moins à hauteur de l'inflation pour tous les personnels de l'éducation nationale sans contrepartie avec un effort supplémentaire pour les plus faibles rémunérations et particulièrement les AED et les AESH, les personnels de catégories B et C ! Cela suppose des mesures fortes et pluriannuelles.

Dans cette situation, elles appellent les personnels à se rassembler le mercredi 31 mai à 14h devant le rectorat d'Amiens, jour du CSA contre le « Pacte », la réforme des retraites, la réforme de la voie professionnelle, en lien avec l'appel intersyndical de l'Académie d'Amiens.

Avec les confédérations et organisations syndicales interprofessionnelles, elles appellent aussi les personnels de l'Education nationale à être massivement en grève mardi 6 juin pour exiger l'abrogation de la loi sur les retraites !